

Blaney irrite le syndicat des policiers provinciaux

Le ministre de la Sécurité publique, Steven Blaney, parle à tort et à travers lorsqu'il affirme que le registre des armes d'épaule est obsolète, dénonce le président du syndicat des policiers provinciaux, Pierre Veilleux.

«Je suis tombé en bas de ma chaise quand j'ai entendu ce qu'il a dit!» affirme M. Veilleux, qui ne comprend pas qu'un politicien puisse s'exprimer sur un sujet qu'il ne maîtrise pas. En marge d'une annonce à Saint-Apollinaire dans

Lotbinière, Steven Blaney a déclaré que les données du registre étaient obsolètes et incomplètes et que, du coup, elles n'avaient aucune utilité pour les policiers.

«Les données en question n'ont pas été mises à jour depuis plus d'une décennie et, déjà à l'époque, la Vérificatrice générale du Canada avait statué que ces données étaient incomplètes et erronées, a dit M. Blaney. Alors, évidemment, il serait hasardeux pour des corps policiers de baser leurs opérations

sur des données incomplètes», a dit le député de Lévis-Bellechasse.

Tout cela est faux, réplique le président de l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec, qui a lui-même enregistré sa nouvelle arme personnelle pas plus tard qu'en janvier. Il signale qu'un ordre de la Cour avait aussi obligé le maintien des données. Selon Pierre Veilleux, des ratés ont peut-être été observés ailleurs au pays, mais dans la province, le tout était très en ordre.

D'ailleurs, dit-il, jusqu'à hier, les policiers s'en servaient régulièrement. «C'est peut-être une tactique pour obliger le gouvernement du Québec d'aller de l'avant [avec son propre registre]», avance M. Veilleux.

Celui-ci dit avoir eu une journée partagée entre la mauvaise nouvelle de la décision de la Cour suprême qui permet la destruction du registre et la bonne du gouvernement du Québec qui entend créer le sien. **ANNIE MATHIEU**